
La RPD de Corée raturée sur la liste des Etats soutenant le terrorisme; choix des Etats-Unis



Anthony DiFilippo

Professeur à l'Université Lincoln, Etats-Unis

Dans le rapport de 1983 intitulé «Modèle du terrorisme international», les Etats-Unis ont désigné pour la première fois la République Populaire Démocratique de Corée comme l'Etat soutenant le terrorisme. Washington a prétendu que l'attentat de l'octobre 1983 à Rangoon, Birmanie (Myanmar actuel) qui a tué nombreuses personnes y compris des fonctionnaires sud-coréens est imputable à la République Populaire Démocratique de Corée.

Pendant quelques années qui suivent cet attentat, Washington a suivi de près la République Populaire Démocratique de Corée. Un accord de paix stipulant officiellement la fin de la guerre de Corée n'existant pas, les Etats-Unis et la République Populaire Démocratique de Corée sont sur le plan technique à l'état de guerre. Autrement dit, les rapports d'amitié n'existent jamais entre Washington et Pyongyang.

Plus tard a eu lieu l'incident d'explosion d'un avion de KAL (Korean Airlines) en novembre 1987, tragédie aérienne causant la mort de plus de 100 personnes. Séoul a rendu Pyongyang responsable de cet incident et Washington a réaffirmé aussitôt que la République Populaire Démocratique de Corée est un Etat soutenant le terrorisme.

Puisque l'état de division entre les deux Corées saute aux yeux à la période de la guerre froide, la tension politique de mauvais augure régnait sur la péninsule coréenne. Prétendant que la responsabilité de ces deux incidents incombe plutôt à Séoul, Pyongyang a nié son intervention dans ces incidents tragiques. Très significativement, en Corée du Sud persistait le soupçon que Séoul soit responsable de l'expulsion de l'avion de KAL.

Néanmoins, pendant plus de 20 ans depuis l'incident de KAL surgit en 1987, les Etats-Unis prétendent que la République Populaire Démocratique de Corée est un Etat soutenant le terrorisme. Puisque la République Populaire Démocratique de Corée est l'Etat communiste entretenant les liens d'amitié avec l'URSS, ennemi principal des Etats-Unis, Washington a continué de porter des soupçons sur ce pays. Comme Cuba taxé en 1982 de l'Etat soutenant le terrorisme, Washington a vu en République Populaire Démocratique de Corée le souteneur éternel de la révolution mondiale et le pays qui se livre volontiers à des actes terroristes pour atteindre son but.

En janvier 1987, bien avant l'inclusion de la Corée du Nord par les Etats-Unis dans la liste

des Etats soutenant le terrorisme animant le monde à l'occasion de l'incident de KAL, le président Ronald a dit lors d'une réunion du Congrès que l'URSS avait les rapports «définitifs» avec la croissance du terrorisme international. Reagan a prétendu: Moscou ne manipule pas directement la plupart des organisations terroristes, c'est vrai, mais il offre aux «forces révolutionnaires se livrant à des actes terroristes une grande quantité d'armes et d'argents ainsi que des aides consultatives»; il soutient «les gens se déclarant neutres, c'est-à-dire les gouvernement radicaux», notamment la Corée du Nord, mais il cache ces faits.

Pour la première fois depuis dix ans, la publication annuelle de 1999 sur le terrorisme international faite par le département d'Etat américain n'a pas mentionné sur l'incident de KAL. Selon le département d'Etat américain, si la République Populaire Démocratique de Corée reste toujours sur la liste des Etats soutenant le terrorisme, alors qu'il sait bien que depuis l'incident de KAL de 1987, Pyongyang n'a aucun rapport avec tout acte terroriste, c'est que Washington a d'autres soupçons que la Corée du Nord soit liée avec des terroristes et des actes de terrorisme.

Il est compréhensible que comme les autres pays inclus dans la liste des Etats soutenant le terrorisme, la RPD de Corée n'aime pas qu'elle est considérée comme un Etat soutenant le terrorisme. Outre l'étiquette déshonorante de l'Etat terroriste, cette désignation entraîne la sanction commerciale

et financière, à commencer par l'empêchement de crédits des organismes internationaux par les Etats-Unis.

La rature sur la liste du terrorisme du département d'Etat américain est de caractère politique, souvent due à une décision arbitraire, car l'apparence initiale d'un pays apparaît sur cette liste. En effet, des pays que Washington ne considère pas sérieusement comme Etats soutenant le terrorisme peuvent être sur cette liste. Et si d'autres pays ont une telle liste, il n'y a pas de raison pour supposer que les Etats-Unis ne soient pas sur elle.

Tout comme l'inclusion ou la rature de tels ou tels pays sur la liste du département d'Etat américain, l'identification de Washington sur les actes terroristes des pays qui sont déjà sur cette liste est de caractère politique, trop souvent due à une décision arbitraire. Par exemple, en 1970 des membres de l'Armée rouge japonaise ont détourné un avion de la ligne aérienne japonaise et l'ont fait atterrir en Corée du Nord pour recevoir le refuge de Pyongyang. Mais pendant presque 20 ans jusqu'à 1988, le département d'Etat américain n'a pas invoqué cette détention pour désigner la RPD de Corée comme l'Etat soutenant le terrorisme. Il est à noter pourtant ici que Tokyo a persuadé l'administration Bush d'inclure l'enlèvement des citoyens japonais par les agents nord-coréens (fait au cours des années 1970-1980) comme une autre raison pour désigner la RPD de Corée comme l'Etat soutenant le terrorisme. A la différence de Tokyo, Séoul n' a pas pressé Washington en ce qui concerne le soi-disant enlèvement. Dans son

rapport de 2003 sur le terrorisme international (publié en avril 2004), l'administration Bush a inclu l'enlèvement des Japonais pour la raison de désigner la RPD de Corée comme l'Etat soutenant le terrorisme, mais elle n'a pas mentionné le kidnapping des sud-Coréens jusqu'au rapport de 2005 (publié en avril 2006). D'ailleurs, jusqu'à 2000, Tokyo s'est intéressé beaucoup au kidnapping. Lors de la visite du premier ministre Junichiro Koizumi à Pyongyang en septembre 2002, Kim Jong Il a reconnu le enlèvement commis par des agents non autorisés de la RPD de Corée, pourtant les 18 mois après seulement, ce fait a été cité dans le rapport annuel du département d'Etat américain sur le terrorisme international.

Le signe de l'amélioration des relations entre Washington et Pyongyang vers la fin de 2e mandat du président Clinton révèle aussi l'arbitraire politique associé avec la désignation des Etats soutenant le terrorisme. Dans les années 1999, l'administration Clinton a précisé à Pyongyang que Washington prendrait des mesures nécessaires, en collaboration avec lui, pour raturer la RPD de Corée sur la liste des Etats soutenant le terrorisme du département d'Etat américain. Par ailleurs, un ancien fonctionnaire du département d'Etat américain a dit à Tokyo: selon l'administration Clinton, la rature de la RPD de Corée sur la liste américaine ne dépend pas de la solution du problème de kidnapping des Japonais, ce problème de l'enlèvement n'était pas la raison pour laquelle les Etats-Unis ont désigné la Corée du Nord comme l'Etat soutenant le

terrorisme.

Cependant Clinton a quitté la présidence avant l'établissement des relations d'amitié avec la RPD de Corée. L'apparition de l'administration Bush a aggravé rapidement et extrêmement les relations entre les Etats-Unis et la RPD de Corée. Dès le début, l'administration Bush a précisé qu'elle ne maintiendrait pas la position d'apaisement envers la RPD de Corée comme c'était le cas de l'administration Clinton. Cela voulait dire évidemment qu'il est entièrement impossible de tenir compte de la rature de la RPD de Corée sur la liste en question.

En janvier 2002, l'administration Bush a étiqueté la RPD de Corée comme un des pays formant l'«axe du mal». Après l'analyse faite de la politique de la Corée du Nord, elle a décidé en automne 2002 d'envoyer une délégation à Pyongyang. Pénétrée de la politique définie par les forces néoconservatrices, forces extrémistes de droite d'une grande influence dans l'administration Bush de 2001 à 2006, la délégation américaine a accusé Pyongyang de cacher le plan d'enrichissement d'uranium susceptible de produire l'arme nucléaire. Malgré le gel de l'installation de plutonium à Nyongbyon de la RPD de Corée suivant l'accord coréo-américain de 1994, l'accusation de l'administration Bush sur l'enrichissement d'uranium de la Corée du Nord a enchaîné la crise nucléaire. Pyongyang a prétendu que la crise nucléaire est un résultat de la politique d'hostilité poursuivie par les Etats-Unis à son égard. Début 2003, la RPD de Corée s'est

retirée du TPN. Pyongyang et Washington ont accusé l'un l'autre d'avoir violé l'accord. Selon Pyongyang, ce qui est essentiel dans la solution de la crise nucléaire est fonction de l'annulation de la politique d'hostilité de l'administration Bush. En février 2005 Pyongyang a déclaré son exploitation d'arme nucléaire en tant que force de dissuasion de la guerre et en octobre 2006, il a fait exploser un dispositif nucléaire basé sur le plutonium.

Au Japon, c'étaient les chauvins qui exerçaient l'influence sur l'élaboration de la politique. Depuis que Kim Jong Il a reconnu, lors de la visite d'un jour de Koizumi à Pyongyang en 2002, que des individus de la RPD de Corée sont responsables de kidnapping des Japonais, l'influence des chauvins au Japon s'avérait plus considérable. Tokyo a continué de presser l'administration Bush d'inclure le problème de kidnapping comme une autre raison justifiant la désignation de la RPD de Corée comme l'Etat soutenant le terrorisme. Un peu plus tard, influencée par Tokyo, l'administration Bush a considéré finalement le problème de kidnapping comme une des raisons pour lesquelles la RPD de Corée est étiquetée comme l'Etat soutenant le terrorisme. Au fur et à mesure que l'influence des chauvins au Japon se faisait sentir, les relations entre Tokyo et Pyongyang s'aggravaient rapidement.

Après l'essai nucléaire de Pyongyang, l'administration Bush a reconnu que sa politique intransigeante envers la RPD de Corée n'était pas efficace dans la solution de la

crise nucléaire de la Corée du Nord. La politique de Bush considérée comme inacceptable s'est heurtée à l'intérieur du pays à l'opposition grandissante à la guerre d'Irak. Après la sortie de l'administration de quelques néoconservateurs d'influence à la suite de l'échec du Parti républicain aux élections du milieu du mandat déroulées en novembre 2006, la Maison blanche a commencé à changer sa politique à l'égard de la Corée. Au seuil de 2007, l'administration Bush a commencé lentement à appliquer sa nouvelle politique d'apaisement envers la RPD de Corée. Dans cette politique d'approche conciliatrice étaient inclus, en dépit de l'opposition de Tokyo, la rature de la RPD de Corée sur la liste des Etats soutenant le terrorisme élaborée par le département d'Etat américain et les pourparlers visant à lever la sanction imposée à la Corée du Nord prise suivant la loi du commerce à l'égard des Etats ennemis.

L'administration Bush savait bien que la RPD de Corée désirait vivement sa rature sur la liste des Etats soutenant le terrorisme. Il a fallu quelques années pourtant de sorte que l'administration Bush a compris l'échec de sa politique de fermeté appliquée auparavant et l'efficacité de sa politique raisonnable envers la RPD de Corée. Elle a compris encore plus que plus elle recourt à la nouvelle politique d'apaisement, plus elle peut résoudre par la voie diplomatique la crise nucléaire de la RPD de Corée.

L'opposition de Tokyo est un des problèmes importants à surmonter par l'admini-

stration Bush depuis qu'elle a commencé la politique d'apaisement pour résoudre la crise nucléaire susdite. Face au vif sentiment de la population voulant la solution satisfaisante du problème de kidnapping et pressé par les chauvins, Tokyo s'est efforcé insensément durant plus d'un an pour que l'administration Bush s'abstienne de raturer la RPD de Corée sur la liste en question jusqu'à ce que l'on voie progresser la solution du problème de kidnapping. Mais l'administration Bush comprenait bien qu'elle devrait réexaminer sa promesse qui semblait ferme auparavant sur le problème de kidnapping des Japonais en vue de remporter la victoire dans sa politique diplomatique envers la RPD de Corée, victoire qu'elle n'a pas pu espérer en Irak, à l'Iran, même à l'Afghanistan. Fin juin 2008 aussitôt après la présentation de la déclaration sur les activités nucléaires par Pyongyang au côté chinois attendue depuis longtemps, le président Bush a publié, en dépit des instances réitérées de Tokyo, que la fin sera mise à la sanction sur la Corée du Nord due à la loi de commerce à l'égard des Etats ennemis et que s'est commencé le processus de rature de la RPD de Corée sur la liste des Etats soutenant le terrorisme.

Les observateurs à l'esprit sérieux ont considéré cette mesure comme une concession importante faite à Pyongyang par l'administration Bush pour résoudre la crise nucléaire de la RPD de Corée. En effet, la prise de cette mesure atteste le changement de la politique américaine relative au problème de

kidnapping. Les maîtres de Tokyo et beaucoup d'autres Japonais apprécient que les Etats-Unis ont abandonné les intérêts du Japon pour réaliser leur but de la politique extérieure.

Pour adoucir le sentiment du Japon qui se voit réprouvé, l'administration Bush a cherché à lui donner l'impression que le commencement du processus d'une durée de 45 jours nécessaire pour raturer la RPD de Corée sur la liste des Etats soutenant le terrorisme ne signifie pas l'abandon du Japon. Washington a rassuré le Japon en disant que l'administration américaine poursuivra la solution du problème de kidnapping et qu'elle a précisé à Pyongyang qu'elle trouve importante la solution de ce problème comme le Japon. Dans le but de calmer Tokyo, l'administration Bush a pris l'attitude apparemment ferme en ce qui concerne la nécessité de la vérification sur l'abandon de tous les plans nucléaires par la RPD de Corée en disant que Washington continue de ramasser beaucoup de renseignements possibles sur les activités nucléaires de Pyongyang.

La pression a continué de Tokyo, des néoconservateurs d'extrême droite affaiblis pourtant, exception faite des circonstances imprévues. La RPD de Corée ne sera raturée sur la liste des Etats soutenant le terrorisme du département d'Etat américain qu'au mois d'octobre 2008.

Chose intéressante, les Etats-Unis expriment souvent l'inquiétude sur la détention d'armes nucléaires par la RPD de Corée tout

en faisant du tapage autour de la prolifération nucléaire par la Corée, mais aucun fonctionnaire de haut niveau de Washington n'en est venu à parler officiellement du retour de Pyongyang au TPN. Il ne devait pas être difficile pour l'administration Bush de presser Pyongyang d'engager des négociations ayant pour sujet le retour de ce dernier au TPN depuis l'automne de l'an 2007 où la RPD de Corée a entamé la neutralisation de ses installations nucléaires.

Depuis l'arrivée de l'administration Bush à Washington en 2001, il était évident aussitôt que le président américain et la plupart de ses fonctionnaires de haut niveau éprouvent de l'aversion envers les traités internationaux, à travers par exemple, la démission du Traité anti-missile balistique et le désaccord ouvert avec le Traité de l'interdiction de l'essai nucléaire universel. Le fait que Washington ne demande pas d'un ton fort et officiellement à Pyongyang de retourner au TPN donne lieu à des soupçons que l'administration Bush a l'intérêt plus grand pour la neutralisation des installations nucléaires et la réalisation de la dénucléarisation en RPD de Corée dans l'intention de parer à l'échec dans sa politique extérieure que pour l'établissement d'un système international de dénucléarisation assuré et obligatoire.

(Discours fait lors du «Séminaire sur la normalisation des relations diplomatiques coréo-américaines et coréo-japonaises», le 20 juillet 2008)